



## Communiqué de presse

Depuis le rachat de la société des ASF par Vinci en 2006, les réorganisations s'enchaînent sur la direction régionale Rhône Alpes Auvergne. Les effectifs fondent comme neige au soleil : moins 23.3% depuis la privatisation.

Cela se traduit par :

### ➤ Une baisse du niveau de service :

- Baisse du nombre de salariés affectés aux tournées de sécurités.
- Baisse des moyens mis en place pour le déneigement avec moins de moyens humains et matériels. (FAIRE MIEUX AVEC MOINS).
- Par rapport au cahier des charges, la direction d'ASF nous vantait la Sur-Qualité de l'entreprise ... aujourd'hui VINCI affiche le strict minimum. Vu le prix de plus en plus élevé du péage, le client est en droit d'attendre une qualité de service en adéquation avec celui-ci. Les Délais d'attente suite à un incident technique au péage peuvent maintenant atteindre 45 mn. Les délais d'intervention sur l'évacuation d'un objet sur chaussée, d'un accident, peuvent être doublés. La qualité de service/accueil et sécurité envers les usagers se dégrade de plus en plus au détriment de votre sécurité.

### ➤ Automatisation à outrance du péage :

- L'organisation du travail telle qu'elle est imposée aux salariés, ils sont délocalisés et regroupés dans des centres d'appels, ce qui entraîne la disparition du personnel sur le péage au détriment du service de proximité dû aux usagers.
- L'État finance l'automatisation voulue par la direction par l'intermédiaire du paquet vert, qui engendre la disparition du métier de péager qui avait pour vocation l'assistance physique aux usagers.

### ➤ Réorganisation des services pour optimiser les gains de productivité par la polyvalence à outrance des salariés et de la multiplicité des tâches :

- Par exemple, un salarié fera du déneigement l'hiver et travaillera au péage l'été, soit 2 métiers totalement différents, ce qui entraîne inexorablement une perte de compétence-métier pourtant indispensable dans les métiers de la sécurité.

### ➤ Malgré l'augmentation du tarif des péages plus forte que l'inflation, l'utilisateur ne rencontre aujourd'hui plus d'assistance rapide au péage et peut s'apercevoir également de la baisse de la sécurité et une chute de la qualité de l'entretien du domaine concédé par l'état : un responsable ASF au comité d'établissement a reconnu que depuis 3 ans l'entretien des fossés n'avait pas été effectué.

Incitation à quitter l'entreprise, licenciements sans causes réelles et sérieuses, départs négociés, mutations incitées, dialogue social en berne, perspectives variables au-gré des jours, tout est fait pour contribuer à déstabiliser les salariés qui subissent une dégradation de leurs conditions de travail sans précédent.

Tout ceci provoque le stress des salariés et les empêche d'accomplir sereinement les missions de sécurité et de service qui sont leur cœur de métier. Sans parler des risques psychosociaux qui augmentent dans l'entreprise.

Toutes ces réorganisations subies depuis la privatisation ne servent en fait qu'à détruire l'emploi et par conséquent le niveau de service sur Autoroutes au seul et unique bénéficiaire de VINCI qui se sert des concessions autoroutières pour satisfaire sa cupidité.

On est aujourd'hui en droit d'attendre de Vinci-Autoroutes qui se prétend société citoyenne, et perçoit le CICE, une répercussion positive sur l'emploi et les conditions de travail ainsi qu'un véritable service public aux usagers, c'est pour ces raisons qu'à la demande des salariés :

**Les organisations syndicales  
CFDT, CGT, FO appellent tous les  
salariés à la grève le lundi 24  
novembre et à se mobiliser dès 9h au  
rond-point de l'échangeur de Valence  
Nord.**